



28-01-2014

Coût du travail et du capital : un leurre de plus au service du capitalisme

Le patronat prône depuis longtemps: « *le rétablissement de la compétitivité des entreprises par la baisse du coût du travail* ». Selon les normes capitalistes, La compétitivité d'une entreprise est mesurée par la différence entre l'offre faite par un opérateur et celle de ses concurrents, le tout en principe sur un marché où la « concurrence est non faussée ». L'ennui, c'est qu'une telle concurrence n'existe pas. Les législations sociales, les systèmes fiscaux différents, les aides aux entreprises, les normes spécifiques sont autant d'éléments qui apportent des distorsions énormes à cette : « concurrence non faussée ».

La revendication permanente du patronat se base pour l'essentiel sur une baisse du coût du travail:

- En agissant sur le salaire direct, c'est ce que fait le gouvernement en bloquant le point d'indice dans la fonction publique.

- En entretenant une « armée de réserve » qu'est le chômage de masse, la précarité organisée et le temps partiel, il fait pression sur les rémunérations.

- La baisse est atteinte aussi en réduisant le salaire socialisé qui alimente les budgets de la protection sociale et des retraites. Ce salaire prélevé sur la richesse produite par le travail. Les « charges sociales » comme les appelle le patronat sont en réalité du salaire. Les supprimer revient purement et simplement à diminuer les salaires. Patronat et gouvernement veulent dégager les entreprises de la branche famille de la sécurité sociale. **Il s'agit en clair d'une baisse des salaires de 35 milliards !** Cette mesure n'est pas unique, ni spécifiquement française et le patronat s'en réjouit bruyamment

Déjà il y a 12 ans (en 2002), un dirigeant d'alors du MEDEF déclarait : « la logique de l'économie nationale est incompatible avec les acquis sociaux et la société souhaitée par les salariés ». Déjà nous écrivions « Autrement dit, les

salariés en veulent trop ! C'est pourquoi le patronat, sous le couvert de ce qu'il appelle la « modération sociale » veut remodeler toute la société française, il veut bouleverser les rapports sociaux de fond en comble. Cela se traduirait par la liquidation de nos conquêtes sociales et démocratiques essentielles. En 2002 !

Revenons à aujourd'hui. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) remarque : « *Les entreprises ont préféré préserver leur trésorerie ou racheter leurs propres actions plutôt que d'investir dans la production* ». Le résultat c'est que le chômage mondial explose. Selon l'OIT, il a augmenté de 5 millions pour atteindre la valeur de 202 millions en 2013 avec une perspective à 215 millions en 2018.

Une étude menée à l'Université de Lille montre que les salaires ne sont pas responsables de la crise du capitalisme et tentent d'évaluer ce qui mine son développement. Cette démonstration valide notre analyse sur un aspect : il est possible de répondre aux revendications immédiates en matière de salaire, d'emploi, d'éducation et de protection sociale. Pour que cette possibilité puisse devenir réalité sans s'attaquer à la logique même de la propriété privée du capital, à la recherche du profit maximum par l'exploitation capitaliste. Le capitalisme n'est pas réformable. Ainsi la Confédération Européenne des Syndicats CES) distingue-t-elle l'économie réelle de l'économie « casino » comme si l'une et l'autre étaient dissociables.

La CGT formalise les choses de la manière suivante : « *Deux éléments, deux facteurs de production sont nécessaires à la création de richesse : le travail et le capital. Tous deux sont rémunérés et représentent donc un « coût » pour l'entreprise* ». Il est difficile d'être plus clair !!

La direction de la CGT pense que l'exploitation du travail salarié par le détenteur du capital ne serait plus au cœur des rapports sociaux capitalistes ! Il ne resterait plus qu'à négocier le partage de la rémunération respective du travail et du capital pour que tout s'arrange ! C'est ce qu'elle défend en demandant des « contreparties » au patronat dans l'application du « pacte de responsabilité » en échange des 35 milliards de cadeaux sur la branche famille. Ce n'est pas notre point de vue ! La « crise » est le mode de développement du capitalisme parce que sa loi, répétons-le, est celle de la recherche du profit maximum. Il faut arracher par la lutte tout ce qui est possible, mais il ne sera possible de mettre un terme à cette crise qu'en supprimant l'exploitation capitaliste et en ouvrant la voie à des rapports sociaux enfin débarrassés de ce système.

www.sitecommunistes.org